Bulletin d'informations
2002/1

InFocus Programme sur la Sécurité Economique-Sociale

Pour une justice équitable - une sécurité de base pour tous

Première conférence sur les enquêtes PSS

Trop souvent, les politiques sociales reposent sur des hypothèses. Si l'on veut que les interventions soient efficaces et justes pour tous, il faut partir de faits solides. C'est toute la raison d'être des enquêtes PSS, que le Programme a lancées dans le monde entier. Chacune de ces enquêtes PSS examine la nature de l'insécurité sociale et économique vécue par toutes sortes de groupes humains, les fondements de cette insécurité, les résultats des politiques gouvernementales, dans quelle mesure les institutions et organisations ont réussi à améliorer la sécurité et faire progresser le travail décent.

Les premiers résultats, tirés d'interviews réalisées auprès de plus de 30 000 familles dans 12 pays différents, membres de l'OIT, ont été présentés lors d'une conférence inaugurale PSS, organisée du 28 au 30 novembre à l'OIT. Plus d'une centaine de participants - dont des représentants des travailleurs et des employeurs - venus de 18 pays, s'y sont rendus. La Conférence a été inaugurée par Assane Diop, Directeur exécutif du Secteur Protection Sociale, ainsi que par des représentants du gouvernement hollandais et de la Fondation Rockfeller, qui a généreusement financé ce travail. Elle a permis à divers économistes et spécialistes du secteur social, de présenter les principales branches sur lesquelles portent les enquêtes PSS. Les résultats finaux figureront dans une série de publications prévues au fil de l'année 2002, ainsi que sur le site Web.

La première partie portait sur les aspects de la sécurité élémentaire, dont l'accès aux soins de santé, aux produits alimentaires, au logement et à la formation. Sont venues ensuite, les structures de la sécurité des marchés de l'emploi dans le monde, la sécurité de l'emploi, la sécurité de revenus, la sécurité de la représentation. Il y a également eu une longue partie sur les aspects méthodologiques de la conception de ces enquêtes PSS. La dernière journée a été consacrée à la partie des PSS portant sur les comportements concernant la justice distributive, et en particulier sur ce que pensent les gens des politiques gouvernementales visant à améliorer leur sécurité sociale et économique, et sur les principes de justice, qui, à leur sens, devraient régir les politiques des gouvernements.

Juan Somovia, Directeur Général, lors de la dernière séance de la Conférence PSS

Prototypes d'indices de travail décent

A la fin de la conférence, des indices de travail décent ont été présentées. Pourrait-on les ajuster de façon à s'en servir comme instruments de contrôle et d'évaluation de

Justice sociale: Résultats des PSS

- 8 personnes sur 10 en Hongrie, et 7 sur 10 en Ukraine, sont d'avis que tout le monde devrait avoir un revenu minimum garanti leur permettant de survivre.
- 8 personnes sur 10 en Argentine, au Brésil et au Chili, pensent que le gouvernement devrait donner un revenu minimum aux personnes les plus pauvres.
- Deux tiers des gens en Indonésie pensent que les personnes handicapées devraient avoir les mêmes possibilités de travail que les autres.

Soins de santé en Europe de l'Est: les travailleurs ne sont pas en sécurité

En Europe centrale et orientale (CEI), le contexte très sombre de l'économie se répercute sur les services de santé publique. On assiste, dans des pays comme la Russie et l'Ukraine, à une « crise de soins » et à une diminution de l'espérance de vie. Le SIDA, la tuberculose et autres maladies chroniques, se sont aggravés en raison de la mauvaise qualité des services de santé publique, ainsi que du manque de formation, ou du recul des capacités des professionnels de santé.

IFP/SES et l'Internationale des Services Publics (ISP), qui représente les travailleurs de santé ont montré que nombre de travailleurs de santé travaillent dans des conditions effroyables, et qu'ils touchent des salaires équivalents ou inférieurs au salaire minimal, - quand encore ils sont payés. Nous avons

suite... page 2

Dans ce numéro

- Indices de travail décent: les prototypes 2
- Kerala: Décentralisation pour la sécurité 3
- Soutien de l'Archevêque 3
- Sécurité social dans la bases de données SES 4

Indices de travail décent: le prototype

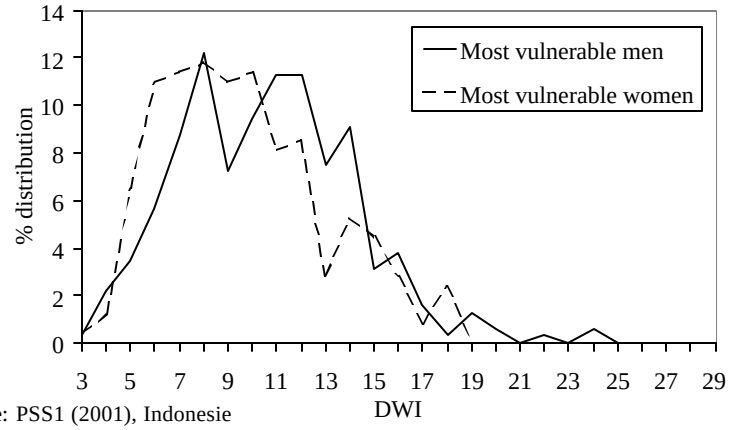
A l'issue de la Conférence inaugurale PSS, le Programme a présenté des Indices de Travail Décent (Decent Work Index, ou encore DWI). Dès qu'est apparu le concept de 'travail décent', nous avons été persuadés que si l'on voulait que les décideurs et commentateurs le prennent au sérieux et s'en servent dans l'application concrète et le contrôle de leurs politiques, il fallait que l'OIT lui donne une signification empirique.

Le Programme est actuellement en train de concevoir trois DWI (indices) – un indice de données macro, un indice à niveau moyen (destiné aux entreprises et lieux de travail), et un indice de données micro. Le prototype présenté était celui du micro-indice, tiré de l'enquête PSS effectuée en Indonésie. Il repose sur les indicateurs de 6 formes de sécurité par le travail, et le chiffre est élevé si, la personne bénéficie d'un grand niveau de sécurité de revenu, et faible ou non exprimé, si le travail comporte une grande insécurité de revenu.

Cet indice va de 0 à 33. Comme on le voit sur le graphique, les chiffres entre hommes et femmes en Indonésie, montrent que si la valeur modale est faible dans les deux cas, les femmes sont placées à la gauche des hommes, ce qui signifie qu'elles ont moins de chances de se trouver dans un contexte de travail décent. Curieusement, ce sont les femmes des foyers 'moins vulnérables' qui sont plus mal loties que les hommes de ces mêmes foyers, alors que dans les foyers plus pauvres, plus vulnérables, il n'y a guère de différence entre hommes et femmes.

Nous savons qu'aucun indice n'est parfait, et que vouloir en créer un, qui soit applicable à tous les types de société et tous les types de travailleurs, revient à s'exposer à la critique. Mais un concept ne peut être respecté que s'il est transparent et mesurable.

Indices de travail décent



Source: PSS1 (2001), Indonesie

Soins de santé en Europe de l'Est

Page 1..Suite

procédé à deux études : l'une sur les travailleurs du secteur santé en République Tchèque, Lituanie, Roumanie et Ukraine ; l'autre sur les syndicats représentant les travailleurs de santé dans tous les pays de la CEI. Les résultats ont été présentés lors d'un atelier de syndicalistes et experts, organisé en décembre à Genève.

Les PSS de l'OIT ont mené aux conclusions suivantes : 88% des familles en Ukraine, et 82% en Hongrie, n'ont pas les moyens de se payer les soins de santé de base. En Ukraine, 78% des travailleurs de santé touchent des salaires inférieurs à la moyenne des travailleurs. En Moldavie, pays le plus pauvre d'Europe, les services de santé sont au bord du gouffre, les travailleurs de santé perçoivent leurs salaires avec des mois de retard, quand encore ils le perçoivent. En République Tchèque et la Lituanie, les travailleurs de santé déclarent que leurs conditions de travail et de rémunération ont empiré depuis cinq ans. En Pologne, 1 hôpital sur 20 a fermé au cours des trois dernières années.

Les restrictions budgétaires et la décentralisation des financements ne font qu'aggraver la situation. Souvent, les autorités locales n'ont pas les fonds ou les moyens de fonctionner. Pour survivre, les médecins sont contraints de demander à leurs patients, le paiement illégal d'honoraires. En Russie, ces « dessous de table » représentent 40% des dépenses de santé. La multiplication des « congés administratifs » aggrave encore la situation, les hôpitaux et cliniques encourageant les travailleurs à ne pas venir travailler, puisqu'ils ne peuvent les rémunérer. Les réductions du temps de travail sont fréquentes, tout comme le « présenteisme » : lorsqu'ils sont malades, les salariés se rendent au travail de peur de perdre leur poste.

Les travailleurs de santé craignent pour leurs emplois. On envisage de restructurer le secteur, mais ils sont rarement consultés. Très faibles rémunérations, insécurité, nombre excessif des heures supplémentaires, autant de facteurs qui ont multiplié le stress au travail, tandis que l'on fait peu pour les patients.

D'après les rapports des syndicats, la négociation collective a été sans effets. Les syndicalistes de Croatie se plaignent que la négociation et la consultation sont réduites au minimum ; d'après les syndicats de Lituanie, la consultation des partenaires sociaux mène rarement à quelque chose. Dans toute cette région du monde, le nombre de syndiqués du secteur a fortement diminué : en Lituanie, il a chuté de 100% en 1990 à 20% en 2001 ; en Pologne, il a baissé de moitié, pour totaliser environ 20% ; en République Tchèque, le taux de syndicalisme est passé d'environ 90% en 1990 à 32%.

Les syndicats sont très perplexes quant à leur capacité à négocier et faire pression. D'après l'étude, la privatisation leur laisse peu de raisons d'être optimistes, le secteur privé résistant mieux aux syndicats.

Fonds de recherche PSS/ELFS

Un Fonds Spécial de Recherches a été mis en place afin de promouvoir l'analyse des données provenant de nos PSS et ELFS. Les sociologues qui souhaiteront utiliser les données relatives à l'une ou plusieurs de nos études, afin d'analyser certains aspects de la sécurité économique, sociale et du travail, pourront le faire et percevront, à titre de participation à leurs frais, de modestes honoraires.

Les personnes intéressées devront avoir un diplôme universitaire d'études avancées dans un domaine reconnu des sciences sociales. La sélection se fera sur présentation de candidature et la préparation d'un texte court (cent mots). Elles seront choisies par un jury indépendant.

La priorité sera donnée aux ressortissants des pays en développement ou d'Europe de l'Est et, en particulier, à ceux des pays où les études ont été réalisées. Le Programme se réserve le droit de refuser la publication de documents techniques. Pour plus de détails veuillez consulter le secrétariat et le site Web.

Editorial de fin de Biennium

L'OIT fonctionne par cycle de deux ans. Le Programme sur la Sécurité Socio-économique a été, officiellement, lancé en janvier 2000, mais l'essentiel du personnel ne l'a rejoint qu'un peu plus tard. Il semble utile, à l'issue de la première phase, de faire le bilan.

Nous tenons, tout d'abord, à remercier tous ceux, qui, de par le monde, ont collaboré avec nous, ainsi que les organismes qui nous ont aidé à financer notre travail. Nous osons espérer que nos efforts ont été à la hauteur de leur soutien. Plus de 400 personnes ont collaboré avec nous à l'un ou plusieurs de nos projets – et certaines à plusieurs occasions!

Nous nous sommes engagés à, tout d'abord, mettre en place durant ce premier biennium, la base d'informations nécessaire afin de procéder à l'analyse des diverses politiques et de pouvoir faire des recommandations politiques crédibles. Nous avons donc du mettre en place une méthodologie et un réseau de sociologues confirmés qui pourraient nous aider. Il incombera aux autres, (et, en tout premier lieu, à notre Conseil Consultatif International) de juger si nous avons, jusque là, réussi. Ce réseau mondial, que nous avons intitulé « VoiceNet », a donné lieu à une base de données portant sur plus de 100 pays membres. Nous pensons avoir également mis en place une méthodologie de collecte des données relatives aux insécurités sur le lieu de travail, et ce, grâce aux ELFS qui nous ont permis de rassembler les données de milliers d'entreprises réparties dans le monde entier. Les enquêtes PSS nous ont permis de définir une méthodologie permettant d'examiner l'ampleur et les raisons de l'insécurité à laquelle sont exposés les travailleurs et leurs familles. Toutes deux ont également permis d'évaluer le travail décent.

Durant cette première phase, nous n'avons pas négligé l'analyse des résultats et des politiques. Tandis que nous rédigeons ces lignes, le Programme vient de publier son premier ouvrage, qui, non sans opportunité, traite du travail des auxiliaires de vie. Un sujet qui préoccupe beaucoup les femmes. Nous sommes profondément persuadés que ce travail doit être considéré au même titre que n'importe quel autre travail, et que ceux et celles qui l'accomplissent doivent bénéficier des mêmes formes de sécurité que les autres travailleurs.

Nous avons progressé dans l'évaluation des régimes d'allocations chômage, comme dans celle des régimes de revenus minimum existant dans le monde. Nous espérons voir, pour le début du biennium, le lancement, au Mozambique, de régimes pilotes MISA (Minimum School Attendance, Revenu minimum soumis à scolarisation). D'autres projets d'assistance consultative et technique sont en cours.

Mais, pour l'instant, après les événements du 11 septembre et le conflit armé qui a suivi, nous nous devons de réfléchir à l'objectif à plus long terme qui consiste à faire progresser la sécurité sociale et économique. Nous sommes d'avis que la liberté repose sur la sécurité élémentaire, que cela doit être le principe de la mondialisation, et qu'il faudrait juger les politiques et les institutions selon qu'elles encouragent, ou non, la sécurité élémentaire et réduisent les insécurités des groupes les plus vulnérables et les plus exposés de la société.

Si l'on ne s'en tient pas à cette prise de position, il ne sera pas possible de mettre en place un calendrier de « travail décent ». Certes, il faut un tant soit peu d'insécurité, car une sécurité économique et sociale excessive risquerait de paralyser l'efficacité et le dynamisme des entreprises. Mais aucune société ne saurait développer le sens de la citoyenneté, de la fraternité et la démocratie, si elle n'a, préalablement, donné à ses membres, la sécurité élémentaire qui leur permette de construire leur vie et de travailler.

Premier Prix Dolcelina Folador

Le premier prix Dolcelina Folador, décerné pour un travail accompli dans l'esprit de Dolcelina Folador, a été décerné conjointement à Rosamund Stock, dont l'analyse des aspects psychologiques de la sécurité socio-économique nous a été fort utile pour la mise en place du Programme SES, ainsi qu'à Seeta Prabhu, pour son évaluation des politiques de protection sociale en Inde.

Richard Anker

Merci, Richard, de votre enthousiasme, votre sagesse et votre énorme travail lors de la phase de lancement du Programme. Nous vous souhaitons les plus beaux succès.

Kerala: Décentralisation pour la sécurité

Depuis quelque temps, l'Etat du Kerala est une zone d'expérimentation sociale dont tous les gouvernements des pays en développement du monde pourraient tirer les enseignements. Soucieux du suivi du développement local, le Programme a organisé un séminaire sur la People's Plan Campaign (campagne pour faire connaître le Plan concernant les personnes), séminaire assuré par Thomas Isaac, l'un de ses concepteurs.

Il a décrit les conditions difficiles de cette campagne: inversion du déroulement classique de la décentralisation, les pouvoirs étant décentralisés avant que l'on n'ait développé la capacité institutionnelle, et d'importants efforts étant fait pour mobiliser la participation locale. Cette mobilisation de masse a contribué à empêcher le gouvernement de faire machine arrière, et, dans ce contexte, la décentralisation a permis d'améliorer la sécurité de la protection et de la promotion.

L'archevêque soutient l'aide au revenu en Afriquie du Sud

«C'est la seule façon de s'attaquer à la pauvreté et aux inégalités », a déclaré l'archevêque du Cap, Njongonkulu Ndungane, en apportant sans équivoque son soutien à la proposition du Programme de donner une sécurité de revenu à toute la population d'Afrique du Sud. Tels étaient ses termes lors d'un atelier organisé par le Programme, à la suite de la présentation de deux documents sur la faisabilité d'une aide universelle à la solidarité.

Cette réunion a rassemblé des responsables du Conseil des Eglises, des syndicalistes, des parlementaires, SANGOCO, des défenseurs des droits de l'homme, des groupes de femmes, des représentants des personnes handicapées, des universitaires et autres. Et chacun était fermement convaincu que l'insécurité économique chronique nécessite une politique courageuse.

Initiative Addis

Dans les pays les moins développés et les plus pauvres d'Afrique, de petites organisations locales n'ont pas craint de tenter d'améliorer la sécurité sociale et économique de différents groupes et communautés. Leurs approches ont souvent été peu orthodoxes, et la défense des intérêts de leurs membres est devenue gênante. Rien n'est jamais parfait.

En collaboration avec le Centre Lebret, le Programme a rassemblé des responsables de ces organisations de la société civile, venus de 19 pays, afin d'échanger leurs expériences. Et aussi de commencer à mettre en place un processus qui leur permettrait de tisser un réseau plus solide, plus axé sur la mutualité, qui leur permettrait, enfin, d'appliquer leurs acquis à l'organisation, à la pression exercée sur les autorités de façon à ce qu'elles accordent plus d'intérêt aux besoins de sécurité de leurs communautés.

Sécurité sociale dans la base de données SES

En prenant exemple sur les « Régimes de Sécurité Sociale dans le Monde », de l'AISS, notre équipe a mis en place une base de données sur les 8 branches essentielles de la sécurité sociale dans plus de cent pays pour l'année 1999. Pour chacune de ces branches (retraites, allocations chômage, maladie, accidents du travail, etc), nous avons conçu et entré en informatique, une vingtaine de variables statistiques. Elles couvrent à la fois les aspects institutionnels, tels que la législation, les types de programmes, et les aspects opérationnels, tels que budget, taux des prestations et des cotisations, conditions imposées pour en bénéficier.

Bientôt cette base de données sera accessible au public. Ces données nous permettront d'évaluer la couverture de sécurité sociale et les dépenses, et d'identifier les pays dont les régimes de protection sociale sont similaires.

SES va étendre la base de données à d'autres années, ajouter des variables portant sur les résultats, des mesures d'efficacité, et des indicateurs relatifs aux différentes dimensions de la sécurité sociale.

IFP/SES – Site Internet et Bulletin Désormais en trois langues.

Vous pouvez désormais accéder au site (http://www.ilo.org/ses) en anglais, français et espagnol.

Notre Bulletin est également publié en français et en espagnol (on peut le charger depuis le site IFP/SES).

Pour plus d'informations, merci de vous adresser au secrétariat du Programme.

Appel à Communication

9ème Congrès International
12-14 septembre 2002
Bureau International du Travail, Genève, Suisse

LA SECURITE DE REVENU EST UN DROIT

Dernier délai pour soumettre des documents entiers: **31 juillet 2002.** Pour de plus amples informations, vous pouvez consulter le site http://www.basicincome.org

Séminaires IFP/SES

1. **Janvier 24:** Dr. T.M. Thomas Isaac, "Decentralised Planning and People's Security: The Kerala experience"
2. **Mars 20**: Peter Kirby, Ellen Rosskam, Fiona Murie, "Enabling Work Security: The relevance of the barefoot research manual"
3. **Avril**: Dr. Maureen Mackintosh, "Towards an Effective Health Policy; Reforming health services provisioning in Africa"

Publications

Documents SES

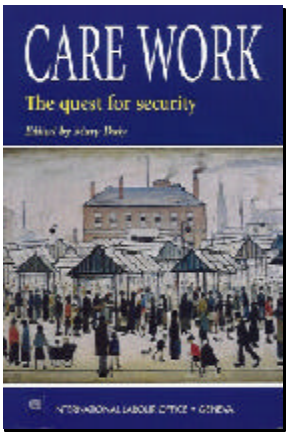
- "Participatory/Problem-based Methods and Techniques for Training in Health and Safety", by Ellen Rosskam in *New Solutions*, January/February 2002
- "Modes of Control: A Labour Status Approach to Decent Work", by Guy Standing
- "Socio-Economic Security in the Context of Pervasive Poverty: A Case Study of India", by Seeta Prabhu
- "Does Informal Credit Provide Security? Rural Banking Policy in India", by V.K.Ramachandran and Madhura Swaminathan

Ouvrages

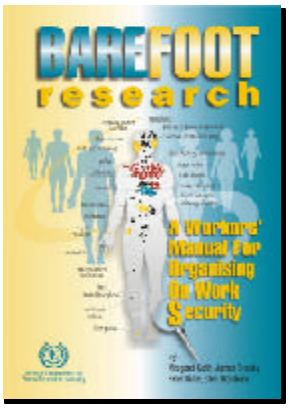
- Mary Daly (ed.), Care Work: The Quest for Security (Geneva, BIT, 2002)
- Margaret Keith, James Brophy, Peter Kirby and Ellen Rosskam, Barefoot Research: A Workers Manual for Organising On Work Security (Geneva, BIT, 2002)

Vidéo

- SES-SEWA: Ce film bouleversant montre comment les femmes, en Inde, réagissent à l'insécurité économique et comment SEWA les aide à améliorer leurs sécurités élémentaires.



Disponible!



InFocus Programme sur la Sécurité Economique-Sociale

IFP SES

Téléphone: **(+41 22) 799 6455** **http://www.ilo.org/ses**
799 8893 **ses@ilo.org**
799 7326
Telefax: **799 7123**

International Labour Office, Route des Morillons 4, Geneva, CH-1211, Switzerland